

HAÏTI Perspectives sur la sécurité alimentaire N° 20 : Bulletin de conjoncture

Janvier à Juillet 2009

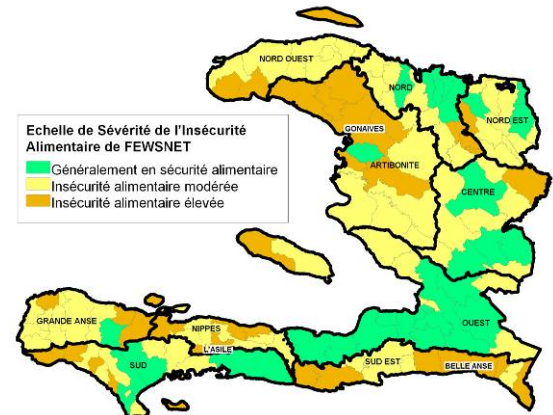
Le nombre de personnes actuellement en insécurité alimentaire en Haïti est estimé à environ 3 millions, soit à peu près le tiers de la population. Les zones les plus touchées se trouvent surtout dans les départements du Nord' Ouest, l'Artibonite, le Sud' Est, les Nippes et la Grande Anse (voir Figures 1 et 2). A cause de la grande hétérogénéité existant au sein des zones, des communes considérées actuellement en sécurité alimentaire, pourraient comprendre des poches d'insécurité alimentaire ou être à forte incidence de malnutrition infantile.

Dans le scénario le plus probable établi par la CNSA et FEWS NET Haïti, les prix des aliments de base continueront à baisser au cours du premier semestre 2009, en dépit de la faible récolte en cours. Cette hypothèse se base surtout sur la tendance baissière des prix des céréales sur le marché international. Dans ce scénario, le nombre de gens en insécurité alimentaire devrait légèrement diminuer et passer de 3 millions à environ 2,8 millions.

Le scénario pessimiste est surtout basé sur des pluies à la fois insuffisantes et mal réparties, des inondations et des éboulements localisés au cours des mois de mai et de juin (début de la saison cyclonique), ainsi que sur la crise financière mondiale dans une période électorale. Dans ce scénario, le nombre de personnes en insécurité alimentaire augmenterait à environ 3,1 millions durant la période d'avril-juin 2009.

Face à l'étendue de l'insécurité alimentaire actuelle et future au cours du premier semestre, des interventions sont proposées au Gouvernement (plus spécifiquement aux ministères) et à ses partenaires (bailleurs de fonds, agences des Nations Unies, ONGs, société civile) pour continuer à répondre aux besoins actuels et prévenir l'aggravation de la situation. Ces recommandations, détaillées à la fin de ce bulletin, portent sur la relance de l'agriculture et la protection de l'environnement, l'infrastructure routière, l'eau et l'assainissement, la santé et la nutrition, la poursuite des programmes d'urgence en cours et le renforcement des programmes de réduction de la vulnérabilité du pays. Du fait que les ménages vulnérables auront surtout besoin de revenus monétaires pour avoir accès aux aliments sur les marchés, les interventions devront privilégier l'approche Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) afin de générer autant d'emplois que possible. Un meilleur ciblage des groupes et des zones vulnérables, une meilleure synergie entre actions des partenaires et une bonne coordination sont aussi requises pour assurer l'efficacité et l'efficience des programmes.

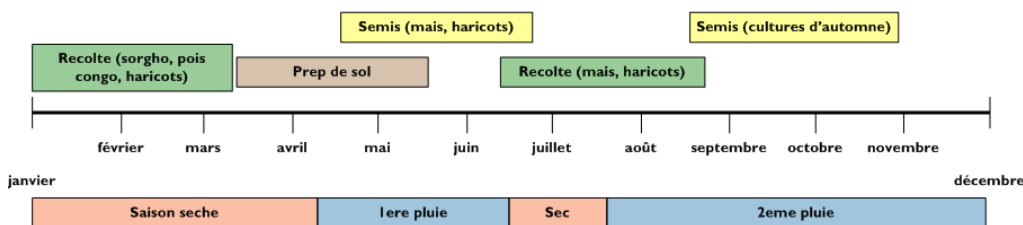
Figure 1. Localisation des zones d'insécurité alimentaire courante, Janvier à Mars 2009



Note : Les zones ne sont pas homogènes et des communes contigües telles Kenskoff (Ouest) et Marigot (Sud' Est) sont l'une en vert et l'autre en orange. Des poches d'insécurité alimentaire plus élevée ou même de malnutrition sévère peuvent se cacher au sein de communes considérées comme généralement en sécurité alimentaire.

Source: CNSA/FEWS NET Haïti

Calendrier saisonnier et les principaux événements



Source : FEWS NET

Ce rapport est rendu possible grâce au support des organisations suivantes :



CNSA : www.cnsahaiti.org
FEWS NET Haïti : haiti@fews.net
www.fews.net



CNSA 7, Delmas 99, PAP Haïti
Tél-Fax. : (509) 237-3055
2257-6333 ; 2527-2633



FEWS NET Washington
1717 H St NW
Washington DC 20006



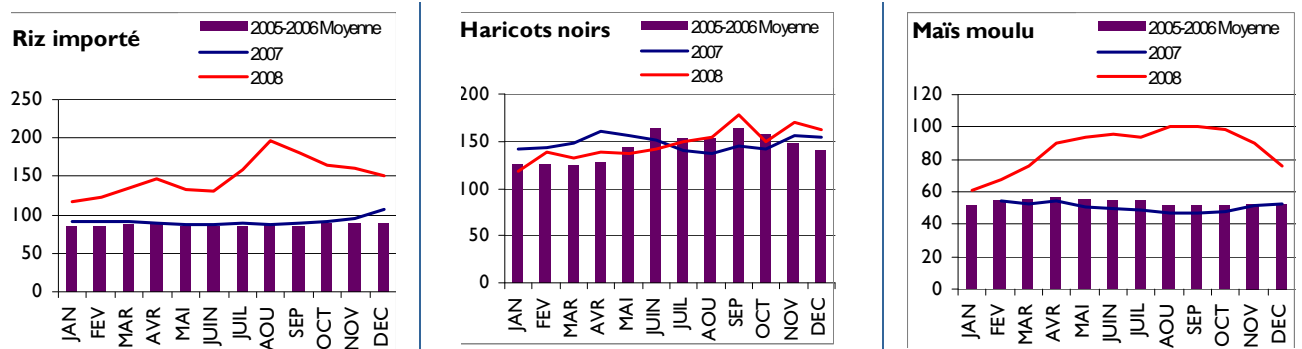
Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui supportent CNSA (Union Européenne, FAO, PAM) et FEWS NET (USAID).

Situation de la sécurité alimentaire courante, janvier à mars 2009

Les trois principaux déterminants de la sécurité alimentaire actuelle sont : 1) le niveau et la tendance des prix des céréales sur le marché international ; 2) la récolte de décembre 2008-février 2009 et ; 3) les programmes d'interventions d'urgence programmés ou en train d'être exécutés, en réponse surtout aux émeutes d'avril 2008 et aux intempéries d'août-septembre 2008.

La tendance à la baisse des prix des céréales et des produits pétroliers sur le marché international a résulté en une diminution de l'inflation en Haïti. Celle-ci est passée de 20% en septembre 2008 à 10% en décembre 2008. Elle a rendu les aliments plus accessibles aux populations qui dépendent surtout des marchés, généralement les ruraux les plus pauvres et les urbains. Les prix du riz, haricots noirs et maïs moulu ont baissé de 27 pourcent, 1 pourcent et 28 pourcent respectivement de septembre à janvier 2009 sur le marché de la Croix des Bossales à Port au Prince (voir Figure 2).

Figure 2. Tendence des prix nominaux au détail marché de la Croix de Bossales, Port au Prince (gourdes/marmite 6-lbs)



Source : CNSA/FEWS NET Haïti

La récolte d'automne, presque terminée maintenant, a considérablement amélioré la disponibilité des principaux aliments de base (maïs, haricot, tubercules,...) sur les marchés locaux. La performance de la saison d'hiver, marquée par les quatre intempéries dévastatrices d'août-septembre 2008, serait en termes de quantités récoltées d'environ 20 et 30 pourcents inférieure à celles des saisons correspondantes des années 2007 et 2006 respectivement. Un facteur négatif qui a marqué la saison est le déficit de pluies enregistré au cours du dernier trimestre de 2008. Ce déficit affectera négativement les récoltes, surtout celles des zones de plaine, où la saison agricole s'étale, contrairement au reste du pays, de novembre à mars. La remise en état progressive des infrastructures d'irrigation qui avaient été détruites par les inondations, et la disponibilité d'intrants et de fertilisants, ont cependant contribué à relancer la production agricole dans le pays, particulièrement dans les zones irriguées du Bas Artibonite et la plaine des Cayes.

En ce qui concerne les transferts de la diaspora aux familles restées en Haïti, la Banque de la République d'Haïti (BRH) signale qu'en dépit de la récession aux Etats-Unis, les flux mensuels ont été au cours du premier trimestre de l'année fiscale (Octobre-décembre 2008), supérieurs à 20 millions de dollars US par rapport à la même période de l'année précédente. La hausse saisonnière des transferts enregistrée en décembre 2008 et janvier 2009 a été aussi, selon la BRH, plus importante que l'année dernière.

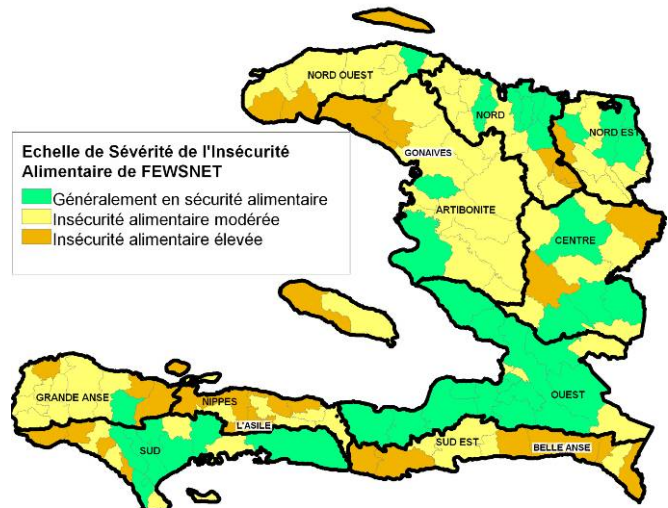
De nombreux programmes d'interventions d'urgences destinés à réduire l'insécurité alimentaire financés par le Gouvernement et/ou par les bailleurs de fonds (Union Européenne, USAID, les Agences des Nations Unies et autres agences de coopération) sont en exécution. Ces programmes sont, selon les agences des Nations Unies, insuffisants par rapport aux besoins actuels et futurs, faute de financements adéquats. L'identification des poches de malnutrition, en novembre 2008, a conduit à un meilleur ciblage des zones les plus vulnérables. Avec l'exécution de ces programmes, l'état de malnutrition aigue sévère, signalée dans certaines zones de Belle Anse et de l'Azile par exemple, aurait été ramené à des niveaux comparables à ceux d'avant-septembre 2008. Cependant, en raison de la faible récolte, les taux de malnutrition risqueront de remonter (surtout durant la période de soudure d'avril-mai, en particulier dans les zones montagneuses difficiles d'accès) si les programmes de réponse aux urgences ne sont pas poursuivis. Les investissements privés substantiels et les programmes publics, susceptibles d'affronter les grands défis structurels d'insécurité alimentaire, de dégradation de l'environnement, de pauvreté et de vulnérabilité aux désastres restent toujours insuffisants par rapport aux besoins.

En raison des évolutions positives observées au cours des trois derniers mois, la CNSA et FEWS NET estiment à environ 3 millions le nombre de personnes (soit environ 10 pourcents de moins qu'avant la période des récoltes) actuellement en situation d'insécurité alimentaire. Ces personnes se retrouvent surtout dans les départements de l'Artibonite, du Nord' Ouest, du Sud' Est, du Nord' Est et Grand' Anse (voir Figure 2 et Annexe). La grande majorité des communes du pays se trouve en insécurité alimentaire modérée¹.

Scénario le plus probable pour avril à fin juin 2009

La tendance des prix des céréales sur le marché international, les prévisions pluviométriques des prochains mois, et l'importance des programmes d'intervention sur le terrain, constituent les principaux paramètres retenus dans l'établissement des scénarios pour l'analyse de conjoncture de sécurité alimentaire pour le premier semestre 2009. La situation anticipée est généralement plus favorable durant la première partie du semestre (de janvier à mars 2009), qu'au cours de la deuxième moitié coïncidée avec la période de soudure (avril-mai) et le début de la saison cyclonique. Les principaux facteurs propices à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le pays sont, le niveau réduit des prix des aliments de base et produits pétroliers sur le marché international et la poursuite des interventions de réponse aux désastres. Les facteurs défavorables sont surtout : la relativement faible récolte de décembre 2008-février 2009 (qui normalement couvre à peu près le quart des besoins annuels, la majorité des besoins étant actuellement couverte par les importations commerciales), le déficit pluviométrique prévu pour la saison de printemps (mars-juin) et la récession aux Etats Unis. Globalement, l'effet attendu est une amélioration des conditions de sécurité alimentaire, car les marchés constituent la principale source d'approvisionnement des ménages à faibles revenus, tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Le tableau 1 résume les effets anticipés des principaux paramètres retenus pour le scénario le plus probable.

Figure 3: Localisation anticipée des zones d'insécurité alimentaire, scénario probable, avril à juin 2009



Note : Les zones ne sont pas homogènes et des communes contigües comme Kenskoff dans l'Ouest et Marigot dans le Sud' Est apparaissent l'une en vert et l'autre en orange. Des poches d'insécurité alimentaire plus élevée ou même de malnutrition sévère peuvent se cacher au sein de communes considérées comme généralement en sécurité alimentaire.

Source: CNSA/FEWS NET Haiti

D'après ce scénario, la population qui ferait face à l'insécurité alimentaire atteindrait 2.8 millions. Comme l'illustre la Figure 2, les départements du Nord' Ouest, de l'Artibonite, du Sud' Est, de Nippes et de la Grande Anse seraient les plus concernés. Pour les pauvres des départements du Nord' Ouest et de l'Artibonite, dépendants le plus de leurs revenus de travail pour se nourrir, l'augmentation des opportunités d'emplois sous forme de travaux de haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) pourrait être une réponse particulièrement appropriée.

¹ L'insécurité alimentaire modérée existe quand la plupart de ménages ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires qu'en recourant davantage à leurs réserves ou à des sources secondaires de revenus. Si les conditions de marché ou de sources de revenus se détériorent, ils tombent vite dans l'insécurité alimentaire élevée, alors des interventions d'urgence ne sont pas nécessaires, mais des mesures de contingence devraient être préparées.

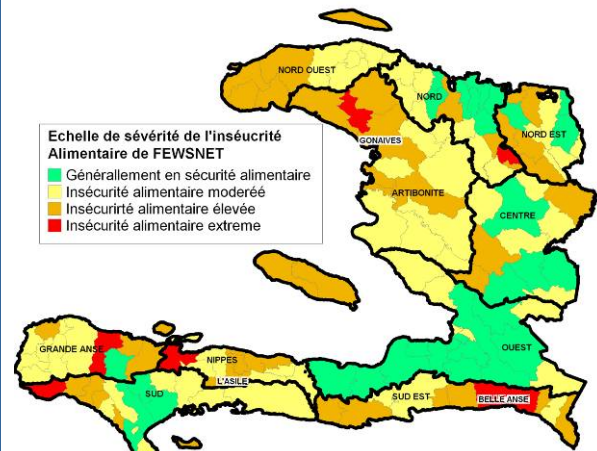
Tableau I. Scénario le plus probable, avril à juin 2009	
Variables et hypothèses	Principaux effets attendus sur la sécurité alimentaire
Baisse du prix des céréales, en particulier le riz et le blé sur le marché international. Ces prix se stabiliseraient à des niveaux proches de ceux de fin 2007. Le prix du pétrole monterait légèrement, mais resterait aussi à des niveaux proches de ceux de la mi-2007. Ces derniers étaient relativement bas.	<p>Les prix des produits alimentaires et du transport diminuent, même si ce ne sera pas dans les mêmes proportions que sur le marché international en raison des rigidités existant dans la formation des prix (de l'importateur au consommateur) en Haïti.</p> <p>La tendance favorable des prix des produits de base sur le marché international permet à l'inflation de rester dans l'intervalle de 8 à 16 pour cent, retenu par le Gouvernement pour l'année fiscale en cours.</p> <p>La baisse de prix profite surtout aux résidents urbains et aux plus pauvres du milieu rural. Ces derniers achètent plus d'aliments qu'ils n'en vendent. Cependant, les revenus des agriculteurs risquent de baisser, si leurs coûts de production baissent moins vite que leurs prix de vente.</p>
Le déficit des pluies, déjà inquiétant dans la partie nord du pays (notamment la zone du Nord' Ouest) subsiste pendant toute la saison culturale de printemps (mars-juin 2009). Les intrants et les fertilisants, étant plus disponibles au niveau national, continuent à être insuffisants et distribués avec retard dans les zones éloignées de la capitale.	<p>L'approvisionnement des marchés en divers produits locaux, à partir de différents écosystèmes est plus réduit par rapport aux deux dernières années, surtout pendant la période de soudure d'avril-mai.</p> <p>La récolte prévue en juin-juillet sera faible, en raison des facteurs climatiques défavorables et du retard dans la distribution d'intrants. Ceci laisse présager une augmentation de l'insécurité alimentaire pour la deuxième moitié de l'année.</p>
Les programmes de réponse en cours (réparation des infrastructures agricoles, aménagement des bassins versants, cantines scolaires,...) se poursuivent et voient leur impact se renforcer au fur et à mesure qu'on avance dans leur exécution. Ces interventions incluent les programmes propres du Gouvernement et les projets exécutés sur financement extérieur.	L'exécution de nombreux programmes de sécurité alimentaire, notamment ceux relatifs à la surveillance de malnutrition infantile, parvient à endiguer les cas extrêmes de malnutrition, donc à diminuer l'insécurité alimentaire aigüe bien que la malnutrition modérée persiste.
La lenteur du processus d'élaboration et de révision du budget, de même que son approbation par le parlement persiste.	La capacité de mobilisation et d'absorption des financements intérieurs et extérieurs n'augmente pas significativement. La performance économique au cours du premier semestre ne peut conduire au taux de croissance de 2,5 pourcent retenu par le Gouvernement pour l'exercice fiscal 2009.
La sécurité publique actuelle se maintient et la stabilité politique se consolide suite aux élections sénatoriales partielles prévues pour le mois d'avril 2009.	Le climat politique et sécuritaire s'améliore, l'activité économique ne sera pas perturbée même si un accroissement significatif d'investissements privés productifs ou emplois productifs se fera attendre.
La récession aux Etats-Unis n'affecte pas le volume de transferts d'argent en faveur des familles en Haïti.	Les activités économiques, l'accès aux aliments et la capacité d'ajustement des ménages bénéficiaires à des chocs mineurs restent inchangées.

Scénario pessimiste, pour avril à fin juin 2009

Les hypothèses retenues pour le scénario pessimiste sont résumées dans le tableau 2. Si elles se réalisaient, l'insécurité alimentaire s'aggraverait encore plus et affecterait environ 3,1 millions de personnes. Ce nombre est proche des 2.8 millions du scénario le plus probable, du fait que beaucoup de facteurs chroniques pris en compte (l'état d'infrastructure ou de l'environnement et l'accès aux services de base), ne changeraient pas. Cependant, beaucoup de gens feraient face à une insécurité alimentaire plus sévère dans le scénario pessimiste ; cet aspect n'a pas été pris en compte dans l'analyse prospective.

D'après ce scénario, l'insécurité alimentaire s'aggraverait, surtout si les décideurs ne prennent pas à temps des mesures adéquates. La CNSA et FEWS NET estiment le nombre de population qui serait en état d'insécurité alimentaire à environ 3,1 millions. Comme l'illustre la Figure 3, les départements du Nord' Ouest, du Nord' Est, du Sud' Est et de l'Artibonite seraient les plus touchés.

Figure 3 : Localisation des zones d'insécurité alimentaire, scénario pessimiste, avril à juin 2009



Note : Les zones ne sont pas homogènes et des communes contigües comme Kenskoff dans l'Ouest et Marigot dans le Sud' Est apparaissent l'une en vert et l'autre en orange. Des poches d'insécurité alimentaire plus élevée ou même de malnutrition sévère peuvent se cacher au sein de communes considérées comme généralement en sécurité alimentaire.

Source: CNSA/FEWS NET Haïti

Tableau 2. Scénario pessimiste, avril à juin 2009	
Variables et hypothèses	Principaux effets attendus sur la sécurité alimentaire
Les prix des céréales (en particulier celui du riz réputé très volatile), remontent à des niveaux élevés sur le marché international à cause notamment de l'augmentation de la demande des pays émergents	Les prix des produits alimentaires et du transport augmentent à nouveau, ce qui rend l'accès aux aliments encore plus difficile pour les catégories les plus vulnérables de la société.
Un sévère déficit de pluies, associé à une mauvaise distribution, entraîne la montée des prix des aliments locaux surtout durant la soudure (avril-mai). Des inondations, glissements de terrain et éboulements causent d'énormes dégâts localisés pendant la saison des pluies, surtout en mai et Juin. En juin, premier mois de la saison cyclonique, un ou des cyclones dévastateurs frappent le pays causant d'importantes inondations surtout dans les plaines et villes basses traversées par des rivières.	Les perspectives de récolte de juin-juillet sont très mauvaises, ce qui laisse présager une faible disponibilité en produits locaux, donc une tendance à l'augmentation de l'insécurité alimentaire même pendant la deuxième moitié de l'année. Les importations d'aliments de base augmentent sensiblement, ce qui entraîne le déséquilibre de la balance commerciale et par surcroît une dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain. Les marchés seront mal approvisionnés, il en résultera une baisse de disponibilité et un déficit d'accès dans les zones inaccessibles.
L'approbation et l'exécution du budget national accusent d'énormes retards. Le dernier renvoi du projet du budget par le Parlement et le retard qui va être enregistré est déjà préoccupant. L'irrégularité dans l'approvisionnement de certains produits stratégiques tels que les engrais et les produits pétroliers, que l'on vit actuellement, s'intensifie.	La capacité de mobilisation et d'absorption des financements intérieurs et extérieurs reste faible. Les objectifs du Gouvernement en matière de croissance économique et d'inflation ne seront pas réalisés. L'activité économique est perturbée, ce qui entraîne une baisse de revenus et détériore les conditions de vie surtout des plus pauvres.
La récession aux Etats-Unis subsiste en dépit du plan de stimulation du nouveau Gouvernement américain. La croissance économique ralentit en République Dominicaine.	La réduction de la demande aux USA n'encourage pas l'expansion des secteurs d'exportation et encore moins la réalisation de nouveaux investissements privés. Les opportunités d'emplois temporaires en RD diminuent, et les déportations des illégaux augmentent. Le volume de transferts de la diaspora baisse sensiblement, ce qui affecte négativement des secteurs tels la construction et la capacité des ménages bénéficiaires à faire face à l'insécurité alimentaire

Une insécurité alimentaire aigue, liée à la réalisation des risques antérieurement mentionnés, dans un contexte électoral, débouche sur des remous sociaux.	Les pertes économiques liées aux scènes de pillage sont énormes, et diminuent la motivation et la capacité du secteur privé à créer des emplois. Tout ceci, entraîne une aggravation de la situation d'insécurité alimentaire des ménages pauvres et des groupes vulnérables
---	--

Conclusion et recommandations

En fonction des scénarios élaborés à partir de l'analyse de différentes variables pertinentes et des effets attendus, la CNSA et FEWS NET projettent que la sécurité alimentaire devrait s'améliorer légèrement au cours du 1er trimestre (janvier à mars), pour se détériorer quelque peu au cours du 2ème trimestre (avril à juin). En conséquence, des actions spécifiques visant à répondre aux trois composantes de la sécurité alimentaire (disponibilité, accès, et utilisation) sont recommandées (voir Tableau 3). L'approche Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO), comme stratégie de mise en œuvre des programmes d'agriculture et d'environnement, d'infrastructure et d'eau et assainissement, devrait être privilégiée. Les partenariats institutionnels, le suivi, l'évaluation et la coordination des activités et la recherche des synergies dans les interventions devraient par ailleurs être encouragés pour améliorer l'efficacité et l'efficience des programmes.

Tableau 3 : Recommandations d'actions par axe d'interventions et acteurs institutionnels impliqués

Axes d'interventions	Actions	Principaux acteurs institutionnels
Agriculture et Environnement	Distribution d'intrants agricoles au moment opportun pour améliorer les rendements	MARNDR, FAO et ONG
	Aménagement des Bassins Versants, en privilégiant l'approche Haute Intensité de Main-d'Ouvre-HIMO, afin de réduire la vulnérabilité environnementale	MARNDR, Bailleurs, ONG
	Réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles, surtout par l'approche HIMO	MARNDR, Bailleurs, ONG
	Recapitalisation des exploitations (outillage, cheptel, crédit)	MARNDR, FAO, IMF, ONG
Infrastructure	Réparation de routes (surtout par HIMO), en particulier des routes agricoles pour faciliter l'écoulement des produits	MARNDR, PAM, ONG
Eau et Assainissement	Réparation systèmes d'adduction endommagés (surtout par HIMO)	SNEP, UNICEF, ONG
	Entretien des canaux d'égouts et de drainage dans les villes (réparation et curage, surtout par HIMO) pour faciliter l'écoulement des eaux pluviales	TPTC, OIM, ONG
Santé/Nutrition	Programme de surveillance nutritionnelle	MSPP, UNICEF, PAM, ONG
	Extension et renforcement des programmes de cantines scolaires	PNCS, Bailleurs, PAM, ONG
	Meilleure ciblage des zones et des groupes dans les programmes de récupération nutritionnelle afin notamment de ne pas porter préjudice à la production	MSPP, UNICEF, OMS/OPS, ONG
Accroissement des moyens financiers	Procurer des moyens financiers supplémentaires pour permettre aux programmes de réponses et surtout de mitigation et de réduction de la vulnérabilité de s'intensifier.	Bailleurs de fonds, Gouvernement
Coordination et création de synergie	Appui au renforcement des structures de certains Ministères et des collectivités territoriales déconcentrées pour faciliter l'exécution des programmes et obtenir de meilleurs résultats	Ministères concernés, Bailleurs, Agences des Nations Unies
	Elaboration d'un plan de contingence pour la saison cyclonique 2009 en vue d'une meilleure prévention et préparation	DPC, CNSA, MDE, Bailleurs, Agences des Nations Unies, ONG
	Suivi et évaluation conjoints pour permettre d'apporter les corrections à temps et tirer des leçons pour l'avenir.	CNSA, DPC, Agences des Nations Unies, Bailleurs, ONG et Société Civile